

WT23 – La conception, le financement et la gestion des services publics

Session 1

La vision chinoise

- Les disparités géographiques, climatiques et sociales sont très importantes en Chine. Malgré le développement des mégapoles chinoises 70% de la population est encore rurale.
- A partir des années 90 la Chine est passée d'objectifs purement économiques à un équilibre entre développement économique et justice sociale. Les bénéfices de la croissance ne sont pas encore redistribués à l'ensemble de la population.
- L'unité sociale de référence s'agissant des bénéficiaires des services d'intérêt général (SIG) est en Chine la famille et non l'individu.
- La cellule familiale est mise en avant dans toutes les contextes SIG. L'individu, l'entreprise et la collectivité contribuent au bien public.
- L'Etat a développé des politiques pour la santé et l'éducation. Mais ces secteurs présentent encore de gros problèmes.
- Le logement est confié au privé. Il y a une nécessité de régulation.
- Il y a un questionnement croissant de la redistribution des prélèvements obligatoires centralisés par l'état vers les autorités locales responsables de la prestation de SIG :

Les questions adressées par les Européens aux Chinois

- N'y a-t-il un écart important entre les législations environnementales et leur application ?
- Quels sont les niveaux d'autorité publique en Chine ?
- Quels sont les SIG en Chine?
- Libéralisation: oui ou non et pourquoi?
- L'opinion publique accepte-t-elle un transfert de ressources des provinces riches vers les provinces plus pauvres pour favoriser la cohésion sociale?
- Qui preste les SIG: l'état ou les entreprises?
- Politique sociale en Chine: qu'en est-il du principe d'universalité?

WT23 – La conception, le financement et la gestion des services publics Session 2

La vision européenne

- Malgré les diversités nationales à travers l'Europe, des points de vues communs sur les services publics existent.
- Nécessité de clarifier la différence entre services publics économiques et non économiques à cause des conséquences liées à cette catégorisation.
- Nécessité de clarifier les rôles des autorités publiques a différents niveaux: Union Européenne, niveau national, niveau local.
- Un cadre légal est demandé pour s'assurer que les services publics peuvent remplir leurs objectifs particuliers d'intérêt général – possibilités d'avoir des exemptions et des financements.
- Il est nécessaire de contrebalancer les marchés compétitifs et la recherche de l'efficacité par l'intérêt général et la solidarité. Prééminence de la solidarité sur les logiques d'efficacité de marché.
- Souligner la convergences des défis: responsabilisation des autorités publiques, -participation des citoyens, autorités locales, syndicats, ONGs
- L'intérêt général, le bien être commun et la conscience commune sont des valeurs largement partagées par l'assemblée mais difficiles à formaliser

Les questions adressées par les Chinois aux Européens

- Quelles solutions l'Europe a-t-elle trouvée pour les services publics, par exemple pour les services de santé?
- Nécessité d'une explication plus détaillée de la terminologie européenne concernant les services publics, sociaux et économiques de manière à obtenir un vocabulaire commun:
- Pourquoi revenons-nous à un débat sur le financement du service public et le rôle de l'état similaire à celui que nous avons eu il y a 100 ans?
- Nécessité d'arriver à une définition commune des services publics universels.
- Besoin de définir les concepts communs que nous partageons quand il s'agit de définir ce que constitue un service public, nos méthodes de définition étant probablement des différences culturelles.
- Tirez vous des leçons du passé?

WT23 – La conception, le financement et la gestion des services publics

Session 3

Les similitudes

- Il existe une grande préoccupation en ce qui concerne le bien-être individuel.
- Nous avons reconnu les mêmes risques dans le dumping social et financier liés à la mondialisation.
- Dans toute la Chine, ainsi que chez les 27 pays membres de l'EU, il existe un même souci à propos de l'harmonisation des standards économiques sociaux et infrastructurels. La cohésion sociale et territoriale est donc un défi commun, avec des conséquences importantes pour les SIG (services d'intérêt général).
- La Chine et l'EU se soucient toutes deux du développement durable, des ressources naturelles et du changement climatique, avec d'importantes conséquences pour les SIG.
- La Chine et l'EU sont toutes deux membres de l'OMC et participent aux négociations de l'AGSC (accord général sur le commerce des services) à propos de la libéralisation des services.
- La Chine et l'EU ont toutes deux besoin d'infrastructures financières et de ressources en SIG.
- La Chine a conduit de nombreuses réformes en 30 ans et l'EU est en chantier permanent. La situation est donc changeante. Les SGI sont en réforme continue à la fois en Chine et dans l'EU.

Les différences

- La Chine est un état centralisé et l'EU une union à 27 états membres.
- Chaque région a son histoire, sa culture et ses traditions.
- Les niveaux de gouvernance sont très différents.

- Les compétences de chaque niveau des SIG ne sont pas comparables.
- Le système d'unité de travail en Chine peut conférer certaines responsabilités ou compétences des SIG à des companies privées (logement, assurance maladie, etc...)
- Il n'y a aucun exemple d'un service public européen offrant des services aux particuliers
- La Chine ne s'est pas soumise aux règles du FMI.
- Le premier objectif de l'EU est de mettre en place le marché commun, son deuxième but est la cohésion sociale.
- En Chine il n'y a pas d'organisme régulateur ou d'autorités à même de recevoir les requêtes et les plaintes des citoyens en matière de qualité des SIG

WT23 – La conception, le financement et la gestion des services publics Session 4

Comment renforcer le dialogue entre la Chine et l'Europe ?

- Tous les participants (Chinois et européens) acceptent de poursuivre et de renforcer le dialogue.
- Tous les participants espèrent ne pas avoir à attendre deux ans jusqu'au prochain Forum
- Nous définissons la manière de mettre en place une base de donnée sur les SGI au niveau de la Chine, de l'EU et au niveau national pour les pays européens.
- Nous avons décidé de commencer avec les secteurs suivants: télécommunications, électricité, santé, eau, transports, logement public
- La base de données définit à quelle niveau s'appliquent les responsabilités en terme de définition, contrôle de l'approvisionnement, évaluation...
- Pour réaliser ce travail un site web (www.forumsgi.eu) a été proposé comme instrument. Il utilise l'anglais comme langue de travail avec des traductions en français, chinois et roumain. D'autres langues pourraient éventuellement être ajoutées.
- Ce site web ne doit pas faire concurrence au site généraliste Chine Europe mais est plutôt pensé comme son complément
- Ce travail nécessite des ressources si cela est possible.